

Aller de l'avant

Contribution (texte non soumis au vote)

Aller de l'avant : une dynamique

Aller de l'avant ! Pour une écologie forte, autonome, rassemblée et responsable

Le futur que nous souhaitons est en construction. Des millions de personnes de par le monde s'y emploient. Demain bourgeoine déjà de cette myriade d'initiatives que sont les systèmes d'échanges locaux, les fab-labs, les coopératives d'énergie verte, les collectifs de défense des sans-papiers, les recycleries, les réseaux d'échanges et de solidarité, les écovillages, les zones à défendre et toutes les formes nouvelles ou anciennes d'engagement collectif pour le mieux-être de tous et toutes... Espaces d'espoir face à la désespérance, cette transformation de la société ne se traduit malheureusement pas dans les urnes. Au contraire, l'abstention et l'extrême-droite, les deux faces d'un même délitement de notre démocratie, prospèrent.

La quadruple impasse de la politique gouvernementale

L'abstention grandissante traduit le désintérêt – voire la défiance – envers les politiques, paralysés face aux marchés financiers. Ce sentiment d'impuissance est alimenté par le renoncement du gouvernement à transformer en actes ses promesses de changement. L'abandon de la lutte pour le droit de vote des étrangers, le refus de mettre en œuvre la proportionnelle et la non-ratification de la charte européenne des langues régionales sont autant de symboles de l'absence de volonté de François Hollande de réformer nos institutions pour renforcer notre démocratie. De plus, La propension à réaliser, une fois au pouvoir, des actes que l'on décriait lorsqu'on était dans l'opposition nourrit le sentiment que les oppositions politiques seraient factices et les politiques menées toujours les mêmes !

La montée de l'extrême droite est le fruit du désespoir d'une partie de la population qui vit sur le fil, entre factures qu'elle ne peut pas payer, emplois précaires et peur du déclassement. Elle se nourrit aussi également des diverses affaires : Bygmalion, Balkany, Cahuzac... et des cinq années de mandats de Nicolas Sarkozy durant lesquelles il a désigné des bouc-émissaires : les pauvres, les Roms, les jeunes des banlieues, les sans-papiers. Le choix du gouvernement de baisser de 40 milliards d'euros de la fiscalité portant sur les entreprises et le plan de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros n'ont eu d'autres effets que de réduire le niveau de vie des ménages et de freiner l'investissement. Il est à craindre que cette politique soit amplifiée puisque la commission européenne a accordé un nouveau délai à la France pour atteindre 3% de déficit public sous condition d'une réduction supplémentaire des dépenses publiques de 29 milliards d'euros d'ici à 2017. Alors même que cette politique est un échec sur le front de l'emploi. Ainsi, toutes catégories confondues, on dénombrait quelques 5,9 millions de demandeurs d'emploi fin 2014, soit 919 000 chômeurs de plus depuis mai 2012.

Conscient que ce marasme économique que nous connaissons depuis bientôt six ans a entraîné de nombreux Français-es dans le dénuement – 8,6 millions vivent dans la pauvreté soit avec moins de 993 euros par mois – le gouvernement a proposé dès 2013 un plan de lutte contre la pauvreté. Ce plan, prolongé par les annonces de mars 2015, contient des mesures comme le chèque énergie sous condition de ressources, la garantie des loyers pour les jeunes et les précaires ou un accueil renforcé pour les enfants pauvres dans les crèches. Néanmoins, le gouvernement néglige les mesures structurelles et les actions en faveur des ménages modestes restent insuffisantes, comme ces 40 euros de prime annuelle exceptionnelle pour les retraités touchant moins de 1 200 euros par mois. Enfin, ces mesures ne peuvent compenser la lente destruction des droits acquis à laquelle s'attelle le gouvernement : extension du travail le dimanche, facilitation des licenciements, fragilisation de la représentation des salariés... Plutôt que de travailler à favoriser la protection, le gouvernement s'est engagé dans une course au moins-disant social.

Si le gouvernement ne prend pas la mesure de l'urgence sociale, il ignore aussi l'urgence environnementale. Les décisions défavorables à l'environnement s'accumulent : révision du droit de l'environnement par ordonnance, abandon de la taxe poids lourds, soutien aux grands projets inutiles (Canal Seine Nord en l'état, LGV Poitiers-

Limoges, Lyon-Turin, Notre-Dame-des-Landes, barrage de Sivens...), report de la réglementation thermique des bâtiments de 2016 à 2018 ou encore soutien à la filière nucléaire. Dans les arbitrages quotidiens du gouvernement, l'environnement est trop souvent laissé pour compte au prétexte d'un gain illusoire de quelques dixièmes de point de croissance supplémentaire. De même, dans le domaine de la santé, par complaisance pour les lobbies de l'agro-alimentaire et du médicament, des reculs sont actés en matière de lutte contre les pesticides et les nitrates et d'autorisation des fermes-usines. Cet état de fait souligne le manque de vision à long terme alors qu'il est nécessaire de projeter l'impact de nos politiques sur plusieurs générations.

Nous refusons de nous résigner à la politique à sens unique

L'année 2015 sera marquée par la conférence Paris climat 2015 (COP21), rendez-vous incontournable pour l'environnement, au cours duquel les écologistes – qu'ils s'engagent en politique ou dans les associations – s'investiront pleinement afin de favoriser un accord international ambitieux et équitable permettant de limiter l'augmentation des températures mondiales à 2°C. La COP21 constituera un moment privilégié pour défendre les thèmes fondamentaux de l'écologie et renouer avec tous ceux qui font vivre l'alternative écologiste au quotidien dans le monde entier. Durant cette année où l'écologie devrait être au cœur des préoccupations, il est nécessaire de marquer un tournant dans la politique française pour mettre enfin en œuvre une politique répondant au mal-être grandissant d'une partie importante de la population. Pour les écologistes, cela signifie placer sur le long terme cinq enjeux majeurs au cœur de notre politique:

Défendre une autre Europe

En 2012, malgré les promesses, la France a ratifié le TSCG sans l'avoir renégocié. Depuis ce « pêché originel » du quinquennat, la France a renoncé à faire entendre une autre voix en Europe. Cela doit changer. Sur le volet économique, l'Union Européenne doit s'atteler à lutter contre la fraude fiscale et travailler à une réforme de l'imposition des bénéficiaires des entreprises. La France doit s'investir pour réviser l'accord signé sur la taxe sur les transactions financières afin qu'en 2016 ce soit une taxe plus ambitieuse qui soit mise en œuvre. Sur le volet environnemental, les politiques de mise en péril de la biodiversité, qu'il s'agisse du soutien à la pêche industrielle ou du soutien à l'agriculture intensive accaparant des terres et des subventions, doivent cesser. Dans une perspective de préservation de la nature et de sa biodiversité, l'Union européenne doit orienter les aides de la PAC en faveur de l'agriculture biologique et paysanne autonome en intrants.

Notre priorité : pour combattre la commercialisation du vivant et la mise sous tutelle des États par les grands groupes, nous devons faire de la France le fer de lance de la lutte contre le TAFTA.

Réformer nos institutions

Face à la crise de l'aspiration démocratique, au repli sur soi et au regain des mouvements extrémistes et conservateurs, il est urgent d'impulser une réforme institutionnelle d'ampleur pour remettre les citoyen-nes au cœur de notre démocratie. Cette réforme repose sur quatre actes majeurs : le non-cumul des mandats instantané et dans le temps, la mise en place d'un statut de l'élu-e, l'instauration de la proportionnelle et le droit de vote des étrangers. Il sera également nécessaire de revoir la notion d'utilité publique qui prendra prioritairement en compte la défense de la biodiversité et de la santé grâce à la lutte contre toutes les formes de pollution, ainsi que par la sauvegarde des espaces naturels.

Notre priorité : pour favoriser la représentation et la participation de tous et toutes à la vie politique instaurons la proportionnelle intégrale.

Mieux protéger notre environnement

La tenue de la COP 21 à Paris est une nouvelle opportunité pour que l'urgence climatique soit un facteur déterminant des politiques internationales. Pour limiter la hausse des températures au-dessous de 2°C, la France doit donc être exemplaire et s'engager dans un objectif de neutralité carbone en mettant fin à sa dépendance aux énergies fossiles d'ici à 2050. Dans cet objectif nous devons repenser nos modes de productions afin qu'ils soient moins énergivores et tournés vers l'écoconception. Nous devons repenser aussi nos modes de consommation pour favoriser l'émergence d'une économie de la fonctionnalité qui favorise l'usage à la possession d'un bien. Pour en finir avec la menace du nucléaire qui concerne l'Europe entière, le démantèlement des réacteurs en activité et



l'arrêt des projets en cours est nécessaire. Un soutien sans faille au développement des énergies renouvelables couplée à une politique ambitieuse de rénovation thermique des bâtiments et l'amélioration des transports en commun de proximité est indispensable. Ainsi nous ferons la démonstration que l'écologie en acte c'est le droit pour tous et toutes à un logement digne et à la mobilité.

Notre priorité : incarner cette politique de mieux-disant environnemental et de protection de la biodiversité par le renoncement de l'État à Notre-Dame-Des-Landes, au barrage de Sivens, au Lyon-Turin et à l'EPR de Flamanville, grands projets inutiles et destructeurs.

Renouveler la politique de lutte contre le chômage

Un autre modèle économique est nécessaire, celui reposant sur la croissance étant à bout de souffle et ne pouvant générer que chômage et destruction de l'environnement. Ce nouveau modèle économique est à inventer à partir de toutes les expériences qui existent déjà. Les écologistes prônent un renouvellement total des politiques de lutte contre le chômage, notamment par la réduction du temps de travail : aucune politique ne s'est révélée plus efficace que les 35h pour créer de l'emploi. Grâce à cette réforme, 350 000 emplois ont été créés entre 1997 et 2001. Dans le même temps, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique favorisant le développement des secteurs intensifs en emplois que sont la transition énergétique, le recyclage couplé aux activités de réparation et de réhabilitation, l'agriculture paysanne et la préservation de l'environnement et de soutenir les emplois permettant d'améliorer la qualité de vie en société. En parallèle de cette politique créatrice d'emploi, il est nécessaire de réorienter les fonds de la formation continue vers les demandeurs d'emploi qui n'en ont que quelques miettes. De même, nous devons travailler à la mise en place d'un revenu d'existence universel permettant de garantir une vie digne à tous et toutes, de valoriser les métiers et de reconnaître que le bien-être d'une société est le fruit de l'activité choisie de chacun-e.

Notre priorité : pour dégager des moyens afin de financer les secteurs intensifs en emplois non délocalisables, conditionner l'attribution du crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) à la création d'emplois de qualité.

Combattre les fractures territoriales

Derrière l'affirmation d'une République une et indivisible se dissimule une République minée par les fractures territoriales grandissantes entre des villes centre à forte densité de population où se concentrent les richesses et des territoires relégués et discriminés, qu'ils soient à la porte des centres-villes ou dans les zones rurales. C'est l'ensemble de notre politique d'aménagement du territoire que nous devons repenser dans une perspective de résilience et de solidarité entre les territoires. Dans chaque territoire doit être assurée la présence de services publics et de services de proximités, tout comme il est indispensable de lutter contre la fracture numérique. Nous proposons de développer les indicateurs de développement humain et de généraliser des indicateurs d'attractivité soutenable. Nous devons sortir du seul critère d'attractivité économique et de compétitivité pour co-construire des indicateurs alternatifs avec les habitants.

Notre priorité : le développement des maisons de service public en milieu rural et des maisons de la santé en zone urbaine.

L'Écologie en action

L'écologie propose une vision subversive du monde en ce qu'elle remet en cause le productivisme et le dogme de la croissance. Là où nous sommes en responsabilité, c'est parce que nous avons su convaincre les citoyens de voter pour nous. Notre préoccupation doit être d'expliquer notre programme, de lever les réticences, de faire naître l'espoir d'une nouvelle société. Nous devons donc arrêter de nourrir le débat politicien d'un possible retour au gouvernement qui donne l'impression d'un parti divisé et uniquement intéressé par les postes. Ce sont nos propositions, notre programme, nos actions que nous devons valoriser. Des centaines de militantes et militants écolos se sont attelés à défendre notre projet dans plus de la moitié des 2054 cantons lors des élections départementales et, dans quelques mois, d'autres le feront lors des régionales.



Les écologistes ne peuvent en effet se contenter d'être spectateurs face aux urgences environnementales et sociales. Notre volonté est de pouvoir incarner par des actes nos propositions. Les écologistes ont fait depuis longtemps le choix de participer à des exécutifs, conscients qu'on ne pouvait se contenter d'attendre que le monde change de lui-même. Il serait lâche de faire porter par les militant-es du quotidien que sont les entrepreneurs solidaires, les associatifs, les artistes, les conso-acteurs, les zadistes... toute la responsabilité de transformer notre société sans aucun relais politique. Notre rôle est d'être le porte-voix de l'écologie dans les institutions et de travailler aux compromis portant en eux les germes de la transition écologique. Ce travail, nous le faisons là où nous sommes élu-es, avec le souci constant de ne jamais nous trahir. Ainsi, notre participation au pouvoir est toujours fondée sur une vision politique commune, un projet partagé. Les renoncements du gouvernement ont brisé notre projet commun. Parce que nous sommes convaincus qu'une toute autre politique est nécessaire, nous refusons le rôle de caution qui reviendrait à être des spectateurs de l'intérieur sans réels moyens d'agir. Le renouveau de l'écologie, sa crédibilité et la nécessaire défense de notre projet impliquent de poser dès aujourd'hui les jalons d'une société durable.

C'est lorsqu'elle est rassemblée et fière de ses idées que l'écologie gagne. Notre devoir est de faire cesser les fausses querelles et d'arrêter de poursuivre des chimères au sein d'un gouvernement qui néglige l'urgence environnementale et alimente le malaise social. Sans réorientation structurante de la politique gouvernementale, toute participation au gouvernement serait vaine. Au contraire nous devons nous unir dans les mois à venir autour de ce qui nous rassemble : mettre l'écologie au cœur de la vie des citoyennes et des citoyens.